

**Copie certifiée
conforme à l'original**

DECISION N°161/2025/ARCOP/CRS DU 16 JUILLET 2025 PORTANT LEVEE DE LA SUSPENSION DES OPERATIONS DE PASSATION ET D'APPROBATION DE L'APPEL D'OFFRES RESTREINT N°AOR2502071212830 RELATIF A LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU BUREAU NATIONAL D'ETUDES TECHNIQUES ET DE DEVELOPPEMENT (BNETD)

LE COMITE DE RECOURS ET SANCTIONS STATUANT EN MATIERE DE DIFFERENDS OU DE LITIGES ;

Vu l'ordonnance n°2019-679 du 24 juillet 2019 portant Code des marchés publics ;

Vu l'ordonnance n°2025-32 du 15 janvier 2025 déterminant les attributions, l'organisation, la composition et le fonctionnement de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique (ARCOP) et, modifiant l'ordonnance n°2018-594 du 27 juin 2018 portant création, organisation et fonctionnement de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret n°2020-409 du 22 avril 2020 fixant les modalités de saisine et les procédures d'instruction, de prise de décision et d'avis des organes de recours non juridictionnels de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret 2024-200 du 05 avril 2024 portant nomination du Secrétaire Général de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret n°2024-1183 du 19 décembre 2024 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret 2025-52 du 16 Janvier 2025 portant nomination du Président de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

En présence de Monsieur NAHI Pregon Claude , assurant l'intérim de Madame BAMBA Massanfi épouse DIOMANDE, Présidente du Comité, de Madame FIAN Adou Rosine et de Messieurs BAKAYOKO Daouda, KOFFI Eugène, et OUATTARA Dognimé Adama, membres ;

Assistés de Docteur OUATTARA Oumar, Secrétaire Général, rapporteur ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par correspondance réceptionnée le 1^{er} juillet 2025, enregistrée sous le numéro 1910 au Secrétariat Général de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique (ARCOP), l'ARCOP a été ampliatrice du recours gracieux de l'entreprise EMEB-CI SARL introduit le même jour auprès du Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD), à l'effet de contester les résultats de l'appel d'offres restreint n°AOR2502071212830 relatif à la construction du nouveau siège du BNETD ;

Considérant que par correspondance n°4297/ARCOP/SG/DCC en date du 08 juillet 2025, le Secrétaire Général de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique (ARCOP) a rappelé au BNETD, la suspension des opérations de passation et d'approbation de l'appel d'offres restreint n°AOR2502071212830, résultant du recours gracieux ;

Considérant qu'aux termes de l'article 144 de l'ordonnance n°2019-679 du 24 juillet 2019 portant Code des marchés publics, « **Les candidats et soumissionnaires justifiant d'un intérêt légitime ou s'estimant injustement lésés des procédures soumises aux dispositions du présent Code, peuvent introduire un recours formel préalable à l'encontre des décisions rendues, des actes pris ou des faits, leur causant préjudice, devant l'autorité qui est à l'origine de la décision contestée.**

Ce recours peut porter sur la décision d'attribuer ou de ne pas attribuer le marché, sur les conditions de publication des avis, les règles relatives à la participation des candidats et aux capacités et garanties exigées, le mode de passation et la procédure de sélection retenus, la conformité des documents d'appel d'offres, les spécifications techniques retenues, les critères d'évaluation. Il doit invoquer une violation caractérisée de la réglementation en matière de marchés publics.

Une copie de ce recours est adressée à la structure administrative chargée du contrôle des marchés publics et à l'organe de régulation qui rappelle par courrier à l'autorité contractante le caractère suspensif de la procédure engagée.

Le recours préalable peut être exercé par tout moyen approprié, y compris par moyen de communication électronique. Il doit être exercé dans les sept (7) jours ouvrables de la publication ou de la notification de la décision, ou de l'acte ou de la survenance du fait contesté.

Ce recours a pour effet de suspendre la procédure d'attribution. La suspension est levée par décision de l'organe de régulation.

En l'absence de décision rendue par l'autorité à l'origine de la décision contestée dans les cinq (5) jours ouvrables à compter de sa saisine, la requête est considérée comme rejetée. Dans ce cas, le requérant peut saisir l'organe de régulation. » ;

Qu'en outre, aux termes de l'article 145.1 dudit Code, « **La décision rendue, au titre du recours prévu à l'article précédent, peut faire l'objet d'un recours effectif devant l'organe de régulation dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la publication ou de la notification de la décision faisant grief** ».

Qu'en l'espèce, l'entreprise EMEB-CI SARL a saisi le 1^{er} juillet 2025, le BNETD à l'effet de contester les résultats de l'appel d'offres restreint n°AOR2502071212830;

Que l'autorité contractante qui disposait d'un délai de cinq (5) jours ouvrables expirant le 08 juillet 2025 pour répondre au recours gracieux de l'entreprise EMEB-CI SARL, a gardé le silence jusqu'à l'expiration du délai légal qui lui était imparti, de sorte que le silence vaut rejet ;

Que de son côté, l'entreprise EMEB-CI SARL qui disposait d'un délai de cinq (5) jours ouvrables expirant le 15 juillet 2025, a renoncé à introduire un recours non juridictionnel auprès de l'Autorité de régulation ;

Qu'en effet, par correspondance réceptionnée le 09 juillet 2025, enregistrée sous le numéro 2024 au Secrétariat Général de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique (ARCOP), l'ARCOP a été ampliatrice du courrier de l'entreprise EMEB-CI SARL introduit le même jour auprès du Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD), aux termes duquel elle prend acte du rejet de son recours gracieux et fait noter qu'elle ne poursuivra pas sa contestation devant l'Autorité de régulation ;

Qu'il s'ensuit que la suspension de la procédure de passation, consécutive à son recours gracieux, ne se justifie plus ;

Qu'il convient par conséquent, de lever la suspension des opérations de passation et d'approbation de l'appel d'offres restreint n°AOR2502071212830 relatif à la construction du nouveau siège du BNETD ;

DECIDE:

- 1) La suspension des opérations de passation et d'approbation de l'appel d'offres restreint n°AOR2502071212830 relatif à la construction du nouveau siège du BNETD, est levée ;
- 2) Le Secrétaire Général de l'ARCOP est chargé de notifier à l'entreprise EMEB-CI SARL et au Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD), avec ampliation à la Présidence de la République et à Monsieur le Ministre des Finances et du Budget, la présente décision qui sera publiée sur le Portail des marchés publics et insérée dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics à sa prochaine parution.

LE PRESIDENT PAR INTERIM

NAHI Pregnon Claude